



« Journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs ». Pour un premier mai combatif.

Le 1^{er} mai n'est pas simplement un jour férié. C'est surtout d'une journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs pour leurs droits. Cette date n'est pas tombée au hasard: il y a presque 140 ans, en 1886 des ouvriers de la ville de Chicago se sont mis en grève pour demander de réduire leur temps de travail à huit heures par jour. La grève générale du 1^{er} mai 1886 est largement suivie et le 3 mai 1886, une manifestation violemment réprimée fait trois morts parmi les grévistes de la société McCormick Harvester. Depuis le 1^{er} mai 1890, l'événement est ainsi célébré dans la plupart des pays.

Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies dans le Nord de la France, lors de la manifestation: l'armée équipée des nouveaux fusils Lebel, tire à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers, femmes et enfants. Elle fait dix morts dont 8 de moins de 21 ans. Le 1^{er} mai s'enracine dans la tradition de lutte des ouvriers. Ce jour devient alors encore plus celui des revendications sociales en France et pour la solidarité internationaliste dans le monde. La fête internationale telle qu'elle est célébrée de nos jours tire son origine de ces combats du mouvement ouvrier pour obtenir la journée de huit heures. A la fin du XIX^e siècle de grandes conquêtes ont été imposées par la lutte des travailleurs et le 1^{er} mai en est le symbole. Pour faire oublier ce combat de classe en France, en Allemagne, en Italie, le terme « *fête du Travail* » a été utilisé pour détourner le premier mai de sa signification par certains partis et gouvernements, en particulier sous Pétain et le fascisme, mais aussi plus récemment par Emmanuel Macron le 1^{er} mai 2019 il tweetait : « *Le 1^{er} mai est la fête de toutes celles et ceux qui aiment le travail le chérissent parce qu'ils produisent parce qu'ils forment, parce qu'ils savent que par le travail nous construisons l'avenir merci de porter ses valeurs et d'œuvrer chaque jour pour notre nation* ». Les attaques du patronat pour travailler ce jour là reviennent en force et Catherine Vautrin souhaite une évolution de la législation. Des députés préparent une proposition de loi.

Le gouvernement est à l'offensive généralisée contre les travailleurs, les services publics, la jeunesse, l'austérité pour de nouvelles « économies » au service du patronat et de « l'économie de guerre ». **Le monde du travail et la jeunesse doivent opposer une réponse par leur mobilisation contre l'offensive du gouvernement et du patronat. C'est le seul moyen de les arrêter !**

Le gouvernement veut imposer 40 à 50 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques. Les travailleurs sont les premiers visés par l'annonce d'une offensive austéritaire brutale. Il va prendre dans leur poche par de nouveaux impôts, de nouvelles taxes, s'attaquer de nouveau aux budgets des services publics, la retraite, le RSA, à la sécurité sociale ou l'assurance-chômage...

Sophie Binet qui cultive le dialogue social, a annoncé vendredi dernier à l'issue d'une réunion avec les syndicats (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC) au Ministère de l'Économie autour des « *conséquences des droits de douanes* » de Donald Trump : « *nous avons gagné* », le gouvernement va lancer une « *cellule de crise pour suivre la situation avec des réunions hebdomadaires à Bercy pour faire le point* ». Ce ne sont pas les conversations de salon qui ont fait gagner les travailleurs mais la lutte !

Le gouvernement a choisi de saisir la main tendue par les directions syndicales, cette « *cellule de crise* » est une aubaine pour un Bayrou après que la CGT, FO et la CFTC aient claqué la porte du conclave des retraites.

Comment serait-il possible d'obtenir quoi que ce soit dans une « *cellule de crise* » ? De plus c'est choisir son exploiteur capitaliste en s'alignant aux côtés du patronat et de Macron contre l'escalade de Trump! Les travailleurs n'ont rien à gagner, ni dans des discussions avec le gouvernement, ni dans la guerre commerciale en cours. Les directions syndicales ont déserté la lutte au profit du *dialogue social* se traduisant par d'importants

reculs sociaux. Celui-ci montre plus que jamais qu'il est non seulement une impasse mais un outil clé pour entretenir et maintenir la passivité du monde du travail. Les directions syndicales doivent préparer la lutte à la hauteur des attaques en cours et à venir. Il est impératif de rompre avec ces logiques de collaboration de classe et imposer un plan de bataille à la hauteur des enjeux et des offensives anti-sociales de ce gouvernement. Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de créer par leurs luttes un rapport de forces afin de contraindre le patronat, les capitalistes et le gouvernement à satisfaire leurs revendications. Un front contre la répression des soutiens de la Palestine et le génocide en cours, pour la construction d'une riposte face aux tendances à la guerre,

La lutte politique est l'outil pour se débarrasser du capital, lui arracher le pouvoir, les moyens de production et d'échange, toute maîtrise dans les affaires du pays. Pas d'autre choix que de se battre pour prendre la masse considérable des profits accaparée par le capital, afin de s'approprier les moyens de production et d'échange, pour éliminer ce système.

Tous les travailleurs de tous les pays peuvent ouvrir cette perspective s'ils renversent le pouvoir de leurs exploiters.

De l'argent pour les salaires, l'éducation et la santé, pas un sou pour la guerre, pas une vie pour la guerre.

Ce 1^{er} mai doit être une étape dans cette mobilisation.

« *Journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs* ».

Pour un premier mai combatif

Le 1^{er} mai n'est pas simplement un jour férié. C'est surtout d'une journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs pour leurs droits. Cette date n'est pas tombée au hasard: il y a presque 140 ans, en 1886 des ouvriers de la ville de Chicago se sont mis en grève pour demander de réduire leur temps de travail à huit heures par jour. La grève générale du 1^{er} mai 1886 est largement suivie et le 3 mai 1886, une manifestation violemment réprimée fait trois morts parmi les grévistes de la société McCormick Harvester. Depuis le 1^{er} mai 1890, l'événement est ainsi célébré dans la plupart des pays.

Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies dans le Nord de la France, lors de la manifestation: l'armée équipée des nouveaux fusils Lebel, tire à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers, femmes et enfants. Elle fait dix morts dont 8 de moins de 21 ans. Le 1^{er} mai s'enracine dans la tradition de lutte des ouvriers. Ce jour devient alors encore plus celui des revendications sociales en France et pour la solidarité internationaliste dans le monde. La fête internationale telle qu'elle est célébrée de nos jours tire son origine de ces combats du mouvement ouvrier pour obtenir la journée de huit heures. A la fin du XIX^e siècle de grandes conquêtes ont été imposées par la lutte des travailleurs et le 1^{er} mai en est le symbole. Pour faire oublier ce combat de classe en France, en Allemagne, en Italie, le terme « *fête du Travail* » a été utilisé pour détourner le premier mai de sa signification par certains partis et gouvernements, en particulier sous Pétain et le fascisme, mais aussi plus récemment par Emmanuel Macron le 1^{er} mai 2019 il tweetait : « *Le 1^{er} mai est la fête de toutes celles et ceux qui aiment le travail le chérissent parce qu'ils produisent parce qu'ils forment, parce qu'ils savent que par le travail nous construisons l'avenir merci de porter ses valeurs et d'œuvrer chaque jour pour notre nation* ». Les attaques du patronat pour travailler ce jour là reviennent en force et Catherine Vautrin souhaite une évolution de la législation. Des députés préparent une proposition de loi.

Le gouvernement est à l'offensive généralisée contre les travailleurs, les services publics, la jeunesse, l'austérité pour de nouvelles « économies » au service du patronat et de « l'économie de guerre ». **Le monde du travail et la jeunesse doivent opposer une réponse par leur mobilisation contre l'offensive du gouvernement et du patronat. C'est le seul moyen de les arrêter !**

Le gouvernement veut imposer 40 à 50 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques. Les travailleurs sont les premiers visés par l'annonce d'une offensive austéritaire brutale. Il va prendre dans leur poche par de nouveaux impôts, de nouvelles taxes, s'attaquer de nouveau aux budgets des services publics, la retraite, le RSA, à la sécurité sociale ou l'assurance-chômage...

Sophie Binet qui cultive le dialogue social, a annoncé vendredi dernier à l'issue d'une réunion avec les syndicats (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC) au Ministère de l'Économie autour des « *conséquences des droits de douanes* » de Donald Trump : « *nous avons gagné* », le gouvernement va lancer une « *cellule de crise pour suivre la situation avec des réunions hebdomadaires à Bercy pour faire le point* ». Ce ne sont pas les conversations de salon qui ont faire gagner les travailleurs mais la lutte !

Le gouvernement a choisi de saisir la main tendue par les directions syndicales, cette « *cellule de crise* » est une aubaine pour ~~un~~ Bayrou après que la CGT, FO et la CFTC aient claqué la porte du conclave des retraites.

Comment serait-il possible d'obtenir quoi que ce soit dans une « *cellule de crise* » ? De plus c'est choisir son exploiteur capitaliste en s'alignant aux côtés du patronat et de Macron contre l'escalade de Trump! Les travailleurs n'ont rien à gagner, ni dans des discussions avec le gouvernement, ni dans la guerre commerciale en cours. Les directions syndicales ont déserté la lutte au profit du *dialogue social* se traduisant par d'importants reculs sociaux. Celui-ci montre plus que jamais qu'il est non seulement une impasse mais un outil clé pour entretenir et maintenir la passivité du monde du travail. Les directions syndicales doivent préparer la lutte à la hauteur des attaques en cours et à venir. Il est impératif de rompre avec ces logiques de collaboration de classe et imposer un plan de bataille à la hauteur des enjeux et des offensives anti-sociales de ce gouvernement Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de créer par leurs luttes un rapport de forces afin de contraindre le patronat, les capitalistes et le gouvernement à satisfaire leurs revendications. Un front contre la répression des soutiens de la Palestine et le génocide en cours, pour la construction d'une riposte face aux tendances à la guerre,

La lutte politique est l'outil pour se débarrasser du capital, lui arracher le pouvoir, les moyens de production et d'échange, toute maîtrise dans les affaires du pays. Pas d'autre choix que de se battre pour prendre la masse considérable des profits accaparée par le capital, afin de s'approprier les moyens de production et d'échange, pour éliminer ce système.

Tous les travailleurs de tous les pays peuvent ouvrir cette perspective s'ils renversent le pouvoir de leurs exploiters.

De l'argent pour les salaires, l'éducation et la santé, pas un sou pour la guerre, pas une vie pour la guerre.

Ce 1^{er} mai doit être une étape dans cette mobilisation.

